PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Guy Hermet

L'Espagne au XXe siècle

1484833

L'Espagne au XX^e siècle

8° O a
505

DU MÊME AUTEUR

Le problème méridional de l'Espagne, Paris, Armand Colin, 1965. Traduit en espagnol.
Les Espagnols en France, Paris, Les Editions Ouvrières, 1967. Traduit en espagnol.
La politique dans l'Espagne franquiste, Paris, Armand Colin, 1971 (Dossier « U2 »).
Les communistes en Espagne, Paris, Armand Colin, 1971. Traduit en anglais et en espagnol.
L'Espagne de Franco, Paris, Armand Colin, 1974 (« U Prisme »).
Des élections pas comme les autres, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978 (en collaboration avec J. Linz et A. Rouquié). Traduit en espagnol.
Elections without choice, Londres, The Macmillan Press, 1978 (direction de l'ouvrage en collaboration avec R. Rose et A. Rouquié).
Les catholiques dans l'Espagne franquiste, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2 vol., 1980-1981. Traduit en espagnol.
Aux frontières de la démocratie, Paris, PUF, 1983.
Totalitarismes, Paris, Economica, 1984 (direction d'ouvrage en collaboration avec P. Hassner et J. Rupnik).
Sociologie de la construction démocratique, Paris, Economica, 1986.
Le peuple contre la démocratie, Paris, Fayard, 1989.
La guerre d'Espagne, Paris, Seuil, 1989 (coll. « Points »).
Politique comparée, Paris, PUF, 1990 (en collaboration avec B. Badie).

93

U1
ollection
Premier
Cycle

L'Espagne au XX^e siècle

GUY HERMET
Directeur de recherche
à la Fondation nationale des Sciences politiques
Directeur d'études à l'IEP de Paris

Presses Universitaires de France
puf

DL-05121992-36667

Une première édition de cet ouvrage a été publiée en février 1986 dans la collection « L'Historien ».

ISBN 2 13 045091 1

Dépôt légal — 1re édition : 1992, novembre

© Presses Universitaires de France, 1992
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

Sommaire

Prologue, 3

I – Le poids de l'Ancien Régime, 9

La question agraire, 9
Explosion démographique et retard économique, 18
Une société fragmentée et rebelle aux valeurs modernes : les religions traditionaliste et anarchiste contre le libéralisme, 25
L'introuvable Etat : de l'ère des pronunciamentos *à la naissance des séparatismes*, 35

II – Le parlementarisme dévoyé (1875-1923), 43

Le tournant des années 1860, 43
Canovas del Castillo et la Restauration de 1875 : le bipartisme truqué, 46
Oligarchie et caciquisme : le discrédit du suffrage, source de la violence anarchiste, 50
De la régénération impossible au « triennat bolchevik », 60
Les soutiens négligés : républicains, intellectuels, catalans et catholiques, 68

III – La dictature du général Primo de Rivera (1923-1930), 77

La contre-révolution catalane, 77
De la guerre du Maroc au putsch de 1923, 82
La dictature douce, 86
Les résistances à la modernisation, 91
La chute du dictateur, 97
L'agonie de la monarchie, 99

IV – La République gâchée (1931-1936), 103

Républicains par conviction et républicains par convenance, 103
De l'enthousiasme à la division (1931-1933), 105
La victoire frustrée de la droite (1933-1934), 112
L'insurrection des Asturies et ses conséquences (1934-1935), 117
Le Front populaire et le « printemps tragique » (1936), 121
Mécanismes d'un drame politique, 128

V – La Guerre civile (1936-1939), 133

Du putsch militaire manqué à la Guerre d'Espagne, 133
L'Espagne de la Croisade, 138
Révolution, guerres intestines et retour à l'ordre en zone républicaine, 145
L'internationalisation du conflit, 153
Les opérations militaires, 156
Le mythe de la Guerre d'Espagne, 161

VI – Le franquisme de la contre-révolution (1939-1945), 165

Portrait d'un dictateur, 165
Les phases de l'ère franquiste, 168
Terreur d'Etat et misère sociale, 170
L'encadrement idéologique : entre le fascisme et le national-catholicisme, 174
L'action politique, 180
La politique étrangère : de l'alignement sur l'Axe à la neutralité, 184

VII – La dictature aux abois (1945-1956), 189

Le franquisme au ban des nations, 189
Les catholiques au gouvernement, 193
La rentrée internationale de l'Espagne : le Concordat et les accords hispanoaméricains, 200
Les événements de 1956 : crise majeure du régime franquiste, 203
La restauration monarchique toujours remise, 207

VIII – Le franquisme modernisateur (1957-1975), 211

La solution technocratique, 211
La politique du « miracle espagnol », 215
Le prince Juan Carlos : héritier présomptif du général Franco, 222
La renaissance des oppositions, 229
Le franquisme sans l'Eglise, 233
La résurgence des nationalismes basque et catalan, 236
La fin de la dictature, 241

IX – La transition à la démocratie (1975-1982), 243

La démocratie octroyée, 243
La consolidation, 249
De la chute du président Suarez à la victoire socialiste, 258

X – L'Espagne des socialistes (1982-1992), 263

L'installation au pouvoir, 263
La désunion nationale, 267
Le drame basque, 269
L'Espagne, l'Europe et l'Alliance atlantique, 271
L'alternance introuvable, 275

Un siècle presque achevé, 281

Orientations bibliographiques, 287

Chronologie, 291

Glossaire et sigles, 305

Liste des tableaux, 309

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Prologue

Thème de l'Exposition universelle de 1900 à Paris, le XX^e siècle fournit toujours la matière de notre existence quotidienne et de nos attentes, alors même que s'achève l'autre Exposition universelle de Séville. C'est dire qu'il revêt des visages multiples, les uns déjà surannés et les autres futuristes; qu'il a sous-tendu et sous-tend toujours nos déceptions et nos espoirs contradictoires; qu'il apparaît plus, en définitive, comme l'espace difficilement délimitable du présent que comme un segment chronologique précis. Le constat de cette indéfinition vaut pour la France, où l'on peut avec autant de raison soutenir que ce siècle commence avec la Troisième République que considérer qu'il ne se dessine vraiment qu'avec la Première Guerre mondiale. Il vaut plus encore pour l'Espagne, où la barrière des Pyrénées est tout à la fois géographique et temporelle.

En ce qui la concerne, la question posée par le repérage du XX^e siècle se résout moins encore au regard d'un simple millésime que dans les pays européens plus tôt industrialisés et démocratisés. De façon beaucoup moins aisée, elle revient à inscrire dans le temps les origines proches de la dynamique de son présent, à cerner les contenus de la mémoire active de sa société et à appréhender le fil conducteur des acteurs qui ont façonné son visage actuel. Quand commence ce siècle pour l'Espagne ? En tout cas avec un net décalage par rapport aux pays du noyau avancé de l'Europe de l'Ouest. Pour la plupart, ces pays liquident leur Ancien Régime avant 1870 au plus tard, avant 1840 même en France, en Angleterre et en Belgique. Dans cette zone, le remodelage de la structure foncière débouche dès ces moments sur une agriculture de marché, sur le déclin de la société paysanne et la disparition des disettes alimentaires endémiques. La transformation des valeurs s'y traduit aussi par la sécularisation relative des

attitudes, le confinement du religieux dans la sphère des croyances privées, l'autonomisation non moins relative des comportements individuels, surtout par la grande révolution, démographique, qui ralentit la poussée de la population et éloigne dans le même temps le fléau de la mort précoce. Dans le domaine politique, ces pays s'installent parallèlement dans la paix civile du parlementarisme libéral et de l'élargissement du suffrage aux masses non possédantes. Ils enregistrent les prémices d'un jeu électoral libéré de la fraude et de la manipulation des notables, l'éclosion des systèmes de partis actuels et l'apparition du syndicalisme moderne. Economiquement, enfin, ils sortent déjà de la première phase textile de leur industrialisation, pour entrer dans l'ère de l'industrie lourde et des grandes concentrations ouvrières et financières. Dans ce contexte social bouleversé, le problème agraire qui a pesé sur l'adolescence des systèmes libéraux dans toute l'Europe occidentale cesse alors de jouer un rôle majeur. En peu d'années, le menaçant danger agraire devient un banal problème de l'agriculture ou d'une minorité d'agriculteurs. Il ne pèse plus lourd, politiquement, face aux impératifs posés désormais par le conflit social nourri par la croissance du prolétariat industriel et urbain.

Rien de tout cela ne se produit au même moment en Espagne. Ou, plutôt, cette rupture d'équilibres séculaires qui caractérise les années 1800 dans les pays situés au nord des Pyrénées et même en Italie n'y aboutit-elle pas. Rempli d'accidents qui fascinent le particularisme des Espagnols, leur XIX^e siècle représente un imbroglio historique. Il est, jusqu'en 1875 au moins, le théâtre d'un simulacre ou d'un essai manqué, où transparaissent la lettre mais non l'esprit ou les conditions des changements qui s'opèrent ailleurs en Europe. Le changement est proclamé sans qu'il entre pour autant dans les faits. D'abord en ce qui concerne la clé de voûte de la société que constitue alors la structure agraire. Les lois qui prescrivent le désamortissement des terres ecclésiastiques et l'abolition du majorat nobiliaire induisent une circulation de la propriété foncière. Mais la réforme agraire politique qui se traduirait, comme en France, par un démembrement des latifundia ne s'opère pas ; et pas davantage, ou trop peu, la réforme économique et technique qui transformerait ces latifundia maintenus en exploitations vraiment capitalistes comme en Grande-Bretagne, en Prusse ou dans la vallée du Pô. De ce fait, la question agraire y demeure posée bien au-delà du terme numérique du siècle dernier. Elle pèse encore sur le destin de l'Espagne des années 1930, puis intervient de façon toujours cruciale dans cette sorte de fatalité antidémocratique dont procèdent la guerre civile et le long règne du général Franco.

En bref, le XIX^e siècle espagnol ne fait qu'engendrer cette fatalité, et

le XX^e^ que tenter de la vaincre avec un succès longtemps assez mince. Le handicap agraire n'est pas seul à agir, en effet. A certains égards, cette fatalité reflète en définitive les valeurs d'une société demeurée en trop grande partie étrangère à l'esprit de son temps. Société dont le quant-à-soi explique dans une large mesure le retard industriel et technologique. Cet isolement contribue au confinement de la mentalité de l'entrepreneur capitaliste dans les périphéries basque et catalane, ainsi qu'au maintien dans les provinces castillanes et andalouses d'attitudes anti-économiques privilégiant la rente foncière ou les charges politico-administratives comme moyens d'existence seuls honorables pour l'homme de bien. Mais plus nettes encore sont les conséquences idéologiques et politiques de ce déphasage de la société espagnole par rapport au bouleversement des valeurs occidentales.

Bien que ce raccourci entraîne des simplifications abusives, il n'est pas faux de penser que l'Espagne subit jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle le contrecoup de la perte de son empire colonial. Puissance impériale jamais égalée, elle perd après 1800 les avantages matériels déjà amoindris du contrôle qu'elle exerçait sur d'immenses territoires. Par surcroît, son Etat assez anachronique perd aussi sa raison d'être, privant les Espagnols entreprenants du débouché habituel de leurs ambitions. Mais l'Espagne ne se déprend pas pour autant de la nostalgie paralysante de son ancienne puissance. Nostalgie qui conforte chez ses habitants l'exaltation d'un passé empreint de grandeur, d'une sensibilité traditionaliste en vertu de laquelle les nouveaux apports idéologiques et culturels se superposent sans se substituer aux précédents. De la même façon que l'état d'esprit capitaliste ne sert souvent que d'enjolivure à un tempérament économique resté patriarcal ou tributaire, le libéralisme puis les doctrines socialistes ne représentent qu'un fragile vernis plaqué sur un substrat catholique assez intangible. Dans ce cadre, le courant carliste incarne le paroxysme de ce qui n'est plus en France qu'une réaction légitimiste passée de mode dès 1830, mais qui persiste en Espagne sous la forme d'une chouannerie redoutable encore près de cinquante années plus tard. Dans ce cadre également, l'Eglise conserve son rôle dirigeant d'une fraction massive de la population jusqu'au milieu de notre siècle. Dans ce cadre toujours, l'anarchisme se développe non comme une force politique moderne, mais comme la pulsion irrationnelle de communautés paysannes — ou à peine urbanisées — rebelles à l'individualisme de leur époque.

Proche de la sensibilité des vieilles jacqueries européennes ou des révoltes du Sertão *brésilien, le millénarisme para-évangélique des apôtres libertaires rejoint en définitive l'intégrisme utopique des guérilleros carlistes dans son produit politique et social. L'un et l'autre détournent une*

fraction trop importante du peuple espagnol de son devenir possible, c'est-à-dire de l'acquisition progressive des réflexes d'une citoyenneté électoraliste propice à la consolidation d'un régime de gouvernement homologue de celui des nations voisines. Tous deux font que les artisans malheureux de la modernisation du pays ne trouvent qu'un soutien insuffisant dans la population, d'autant que les classes moyennes peu nombreuses et incertaines s'effrayent facilement de projets démocratiques apparemment plus susceptibles d'engendrer le cataclysme populaire que de l'endiguer. De la sorte, ces agents du progrès prennent souvent figure d'apprentis sorciers. Ils « justifient » en somme les interventions rétrogrades de l'Eglise et de l'Armée, lorsqu'elles viennent sauver le pays de cette peur de lui-même qui est le fruit de son repliement.

Tel est le processus qui ferme le cercle de la fatalité antidémocratique de l'Espagne, en comprenant l'adjectif dans son acception large d'obstacle à l'alignement de ce pays sur son environnement immédiat. Partant de ce point de vue, l'histoire du XX^e siècle espagnol peut se concevoir comme celle des tentatives d'abord désespérément infructueuses menées contre cette fatalité avec les faibles outils de la politique. Comme celle, aussi, des changements profonds — de nature économique, sociale et culturelle — qui l'ont tardivement érodée, au point de rendre la disproportion moins flagrante entre les pesanteurs d'un passé trop prolongé et les ressources devenues suffisantes de la stratégie politique.

Cette distinction opérée entre les deux temps successifs des tentatives manquées de modernisation et de l'adéquation plus tardive de la société espagnole au dessein du changement importe beaucoup. Ne retenir que le second temps équivaudrait, s'agissant de l'Espagne, à réduire ce siècle à ses trente ou quarante récentes années ; à n'en considérer que cette période qui coïncide avec l'expansion industrielle, l'urbanisation, la sécularisation des valeurs, la résorption de la misère physique et l'émergence d'un système de gouvernement légitime selon les normes maintenant impératives dans le milieu occidental. L'épisode est trop bref, moins pour des raisons tenant à la nécessité de faire correspondre le contenu de cet ouvrage à son titre que pour des motifs d'ordre intellectuel. La frontière est difficile à tracer entre le moment des tentatives de changement jugées aujourd'hui prématurées et celui du dernier essai réussi il y a peu. Puisqu'il s'agit ici de cela, quand commence le « début de la fin » de la fatalité autoritaire de l'Espagne ? Est-ce vers 1950 ? Ou encore en 1936, compte tenu de l'empreinte durable que le traumatisme de la Guerre civile a laissé outre-Pyrénées ? De lésions toujours brûlantes en souvenirs d'expériences encore vivaces, on recule ainsi jusqu'à l'année 1876. Le XX^e siècle de l'Espagne remonte à cette année-

là, marquée par la naissance du premier système de gouvernement modernisateur ou régénérateur qu'elle ait connu. Plus exactement, du premier régime monarchique mais constitutionnel et parlementaire qui s'inscrive dans la séquence de l'histoire politique immédiatement contemporaine de l'Espagne, qui demeure comme un point de référence positif ou négatif pour les Espagnols qui ne sont pas simplement curieux du passé mais préoccupés par les précédents nullement désuets des circonstances politiques du présent.

Qui plus est, il est intellectuellement indifférent que ce régime dit de la Restauration ait vu son parlementarisme bien intentionné vicié par les maquignonnages électoraux des caciques *ruraux et des patrons politiques des villes. D'une part, la fraude et le clientélisme électoral constituent le trait commun de l'initiation démocratique des sociétés occidentales des deux côtés de l'Atlantique. D'autre part, l'interrogation pertinente doit porter non sur la réalité somme toute imparable de ces phénomènes, mais sur leurs modalités et leur durée, par là sur les traces qu'ils ont laissées dans chaque système politique. Il y a eu des prédémocraties corrompues mais finalement heureuses, d'autres malheureuses parce que trop longtemps ou trop profondément dénaturées par cette corruption. L'Espagne a incontestablement vécu une expérience du second type. Reste que son cas est loin d'être isolé, qu'il participe en particulier d'une dynamique autoritaire propre à l'ensemble des pays de l'Europe méridionale. Reste, également, que ce pourrissement de la légitimité des urnes y constitue l'un des éléments majeurs du discrédit de la démocratie qui, jusqu'en 1931, empêche l'enracinement de l'acte électoral dans la société espagnole et induit largement ses entraînements dictatoriaux des années 1923-1930 et 1936-1975.*

Compte tenu de cette date de départ, le XX^e^ siècle espagnol devient un siècle long selon la formule divulguée par Fernand Braudel. Plus précisément un siècle de cent quinze ans qui chevauche le millésime de 1900 pour englober ici la monarchie parlementaire de la Restauration (1876-1923), l'aimable dictature du général Primo de Rivera (1923-1930), la Seconde République (1931-1936), la Guerre civile (1936-1939), l'ère franquiste (1939-1975) et les toutes actuelles années de démocratie monarchique. Ceci sans oublier que le parti pris assez peu chronologique qui marque ce livre conduit à le prolonger encore, mais à rebours, avec un chapitre liminaire qui situe les grands traits de ce qu'on pourrait appeler l'inachèvement de la nation espagnole. Dans cette perspective qui est surtout mais pas seulement rétrospective, notre XX^e^ siècle s'agrandit encore, pour atteindre d'un côté les entrelacs d'un Ancien Régime interminable et d'une modernité en gestation entravée, de l'autre l'origine de nationalismes régionaux qui, cette fois, ont situé l'Espagne très en avance sur le temps moyen de son continent.

I. Le poids de l'Ancien Régime

La question agraire

Avec la Grande-Bretagne, l'Espagne demeure jusqu'à nos jours, en Europe de l'Ouest, un domaine privilégié de la grande propriété terrienne. Mais le rapprochement même avec le cas britannique souligne que les structures latifundiaires ont pu peser très diversement dans le devenir des nations européennes. Certaines n'ont pas été empêchées pour autant de se libérer dans des conditions point trop dommageables de leur Ancien Régime économique, politique et social. D'autres, dont l'Espagne au premier chef, ont au contraire souffert dans leur destin moderne de la persistance de cet obstacle majeur aux changements de tous ordres. Quand bien même l'ampleur et les formes du *latifundium* ne représentent pas le seul élément du problème agraire de l'Espagne, ils en constituent sans doute possible l'aspect à la fois le plus symbolique et le plus lourd de conséquences jusqu'au milieu du siècle présent.

D'après le recensement de 1797, effectué à la veille du bouleversement opéré par l'invasion napoléonienne, la noblesse contrôlait 50 % du terroir espagnol, l'Eglise 17 %, les communes et — dans une moindre mesure — les propriétaires paysans ou bourgeois 33 % environ[1]. Ces chiffres n'ont de sens qu'au regard de la situation qui existe à la même époque dans d'autres pays européens. Dans la France des années qui précè-

1. G. Hermet, *Le problème méridional de l'Espagne*, Paris, Armand Colin, 1965, p. 52.

dent la Révolution de 1789, les paysans exploitent déjà en propriété ou quasi-propriété 40 % du sol cultivable, tandis que les propriétaires bourgeois en détiennent 20 % ; de leur côté, les terrains communaux occupent également 20 % à peu près de la surface agricole, les domaines nobiliaires 16 % et les propriétés ecclésiastiques 4 % seulement. Dans la Grande-Bretagne de la fin du XVIII^e siècle, par ailleurs, les communaux et les domaines de l'Eglise anglicane ont déjà presque disparu. Mais cette quasi-disparition ne s'accompagne pas d'un véritable parcellement des terres, puisque les exploitants eux-mêmes ne possèdent guère plus de 20 % du sol et que le reste se partage de façon assez indistincte entre de grands ou moyens propriétaires aristocratiques et bourgeois[1].

Par rapport à la France, la comparaison fait ressortir un trait notoire. A la fin du XVIII^e siècle comme au début du XIX^e, la propriété nobiliaire ou ecclésiastique d'Ancien Régime conserve en Espagne une importance majeure (67 % du sol) qu'elle a perdu en France dès avant la Révolution (20 % du sol). Bien que statistiquement moins parlante vis-à-vis du cas britannique, la comparaison permet d'introduire aussi dans ce cas une remarque plus fondamentale encore. L'extension des grands domaines agricoles n'était pas inéluctable en Espagne. Elle apparaît largement comme le fruit d'une reconquête seigneuriale qui anticipe sur la « réaction manoriale » qui se produit en Angleterre, en Allemagne, en Autriche ou en Italie au XVII^e siècle. Qui présente surtout cette particularité d'enclencher un mécanisme de concentration foncière qui s'accentuera jusqu'au milieu de notre siècle.

Eminemment latifundiaire à l'époque romaine, l'Espagne l'est moins pendant la période musulmane, où le progrès de l'agriculture repose sur une masse d'exploitants individuels assez indépendants. Elle le devient moins encore pendant les trois cents premières années de la reconquête chrétienne, du IX^e au XI^e siècle, où la vallée du Douro se trouve repeuplée, surtout au sud, par une majorité de colons libres venus des provinces du Nord. Plus tard, l'entreprise conquérante qui se poursuit aux XII^e et XIII^e siècles en direction de la Nouvelle Castille, de Murcie et de la vallée du Guadalquivir, s'accompagne de la

1. R. Brenner, Agrarian Class Structure, *Past and Present*, février 1976, p. 63.

concession de domaines aux nobles, aux ordres militaro-religieux et à l'Eglise. Mais cet infléchissement féodal va de pair avec le maintien de la pratique plus ancienne de repeuplement par des colons libres, en particulier dans la Manche, l'Estrémadoure et les régions de Séville et de Cordoue. Dans ces dernières, par exemple, qui devinrent plus tard la zone d'élection du *latifundium*, la politique royale de *repartimiento* fait deux parts : celle des *donadios* concédés en fief à certains seigneurs et celles des *heredamientos* offerts aux colons castillans ou léonais des zones frontières, en lots individuels nullement négligeables de 140 à 190 ha transmissibles à leurs descendants.

Toutefois, cette situation se modifie profondément au XIV^e^ et au XV^e^ siècle. Les bénéficiaires des *heredamientos* du sud du pays disparaissent victimes d'épidémies apocalyptiques, ou souhaitent se défaire de leur quasi-propriété devant les difficultés de son exploitation et, parfois, la menace persistante des razzias arabes. Les seigneurs latifundiaires ne laissent pas échapper cette occasion d'étendre leurs possessions sans bourse délier, cependant que les chapitres des cathédrales et les ordres religieux agrandissent leurs domaines par achat ou grâce à des donations pieuses. Reste que la noblesse comme l'Eglise doivent affronter de nouveaux concurrents dans leur entreprise d'accaparement des terres : les bourgeois enrichis par le négoce et le traitement de la laine.

Suscitées par les ambitions de cette bourgeoisie, les crises révolutionnaires qui ponctuent le XIV^e^, le XV^e^ et le début du XVI^e^ siècle font surgir la notion de propriété territoriale moderne en Espagne. Mais cet événement décisif se solde à l'avantage de l'aristocratie, sur laquelle la monarchie mise contre les villes en état d'insubordination. Ce sont les nobles qui récupèrent la notion de propriété à leur profit. Et c'est dans cette perspective que le Majorat l'inscrit dans le droit en 1505, en tant qu'instrument d'une concentration terrienne qui légalise définitivement non seulement l'adjonction aux grands domaines nobiliaires des parcelles des ex-colons libres, mais aussi de portions imposantes des fiefs détenus jusqu'alors par les ordres militaires privés de fonction et de légitimité au terme de la Reconquête. Sanction de la victoire de l'aristocratie, cette mesure contribue en plus à figer précocement et de façon irréversible la structure agraire de l'Espagne.

En effet, l'institution du Majorat stabilise jusqu'à la fin du XVIII^e siècle une hégémonie seigneuriale qui n'a que peu à voir avec le système féodal soumis au bon vouloir du monarque souverain. Elle le fait, en tout cas, beaucoup plus tôt que la réaction manoriale des pays de l'Europe du Nord et du Centre qui, par son caractère tardif, ne peut dresser un obstacle étanche contre l'extension de la propriété territoriale bourgeoise. En Espagne, au contraire, le système latifundiaire aristocratique se clôt avant que la bourgeoisie ne se récupère — au milieu du XIX^e siècle seulement — de son échec de l'aube des Temps modernes. Ceci au moins dans la plus grande partie du pays, à l'exception en particulier de la Catalogne[1] et du Pays valencien où les marchands reprennent l'initiative des achats de terres dès le XVIII^e siècle, dans le même temps que les seigneurs s'efforcent pour un temps de réaffermir leurs droits tombés quelque peu en désuétude. Ailleurs, en revanche, l'aristocratie terrienne règne dans sa quasi-toute-puissance, non point comme la catégorie résiduelle d'une féodalité marginalisée comme en France par l'Etat absolutiste, mais en tant que partenaire égal en pouvoir et en dignité à celui-ci.

En outre, ce processus historique ne fait pas qu'enraciner pour un temps immense la grande propriété. Il engendre un mode d'exploitation économique et un agencement social non moins favorables à la pérennité de l'Ancien Régime sous une forme ou une autre. La victoire de la noblesse est aussi celle de la monarchie qui entend spécialiser l'Espagne, et surtout la Castille, dans l'élevage industriel de l'époque : l'élevage ovin qui permet le développement des exportations de laine à destination des Pays-Bas. Cette politique répond à une logique fiscale : rapportant gros, les exportations de matière première textile sont facilement taxables, à l'inverse des cultures vivrières dont le produit est dévoré par la population sans profit pour l'insatiable budget de l'Etat impérial accablé par les dépenses militaires. Elle possède aussi une connotation politique. Le type d'élevage massif qu'elle requiert doit être extensif. Il tend forcément à transgresser les limites des petites et moyennes propriétés paysannes ou bourgeoises. Davantage même, il s'oppose à la pour-

1. P. Vilar, La fi dels elements feudals i senyorials a Catalunya..., *L'Avenç*. (1), avril 1977, p. 74-80.

suite des cultures vivrières — principalement des céréales — qui, autrement, se trouveraient détruites par le flot dévastateur des troupeaux. De la sorte, la réorientation de l'activité agricole vers la transhumance n'oppose pas uniquement un obstacle aux ambitions terriennes des négociants des villes. Elle désarticule la paysannerie stable et indépendante en la privant de son rôle et de ses ressources.

Les conséquences économiques de cette primauté envahissante ne se font pas attendre. L'Espagne devient importatrice de céréales à partir de 1570. Par là, elle inaugure le cycle des disettes qui prendront un caractère irrémédiable lorsque se tarira l'afflux des métaux précieux du Nouveau Monde. Au-delà, elle déclenche le cycle de son retard technologique et de sa stagnation matérielle, induit au départ par le frein que la *Mesta* — l'institution pastorale légale — oppose à la révolution agricole capitaliste qui se dessine dans d'autres pays européens.

Plus redoutables encore sont les effets sociaux de cette orientation catastrophique. Laissés sans emploi, les paysans se trouvent ravalés pour des dizaines de générations à la condition sans espoir de journaliers agricoles non tenanciers, c'est-à-dire privés de toute parcelle propre. Au XVII[e] siècle, 60 % de la population de la Nouvelle Castille appartient déjà à cette catégorie misérable, la proportion étant plus élevée encore en Andalousie. Plus généralement, les recensements nationaux de 1586 et de 1671 font apparaître que le mode d'exploitation de l'agriculture espagnole entraîne, de façon mécanique, l'oisiveté affamée de travail et de pain d'une population demeurée essentiellement rurale en dépit du développement du parasitisme urbain. Seulement un homme sur trois est alors utilisé de manière effective dans les travaux agricoles, les deux cinquièmes de la population masculine des campagnes et des villes demeurant totalement sans emploi[1].

Encore faut-il souligner la précarité et le caractère épisodique des tâches offertes aux éléments chanceux de cette main-d'œuvre potentielle. L'emploi est plus ou moins important selon les régions, compte tenu des cultures qui y sont pratiquées. De ce fait, l'immense chômage structurel pèse de façon spéciale sur les zones

1. P. Anderson, *L'Etat absolutiste : l'Europe de l'Ouest*, Paris, F. Maspero, 1978, p. 70-76 et 80-81.

castillanes et andalouses où l'élevage prédomine. Celui-ci ne crée de travail que pour une infime minorité de bergers permanents. Les autres n'ont pour ressource que l'embauche sporadique et inégalitaire d'une fraction de la population rurale, requise par la culture intercalaire des oliveraies, parfois de la vigne, pendant les brèves périodes de collecte ou de vendanges. C'est dans ce contexte d'indigence absolue et d'humiliation du paysan sevré de sa raison d'être que se configurent les communautés rurales de l'Espagne latifundiaire. Déshéritées dans tous les sens du terme, elles s'agglutinent en immenses bourgades qui ne sont ni ville ni campagne, dont les habitants conscients de leur sort inacceptable vivent dans la révolte vis-à-vis de la société tout entière, en subsistant au jour le jour grâce à la solidarité de leurs dénuements.

Cet état de déchéance sociale va survivre aux réformes de la propriété foncière opérées à partir de la fin du XVIII^e siècle en vertu de l'esprit du temps. Peut-être même s'aggrave-t-il au XIX^e siècle par un effet pervers des mesures de désamortissement qui, au lieu de favoriser la division des grands domaines, renforcent à l'inverse une concentration terrienne déjà impressionnante. Ces mesures s'esquissent sous le règne du despote éclairé qu'est Charles III. Le problème qui lui est posé est double. D'une part, il concerne les biens de mainmorte — non susceptibles d'être vendus — qui forment l'essentiel de la propriété terrienne de l'Eglise et des majorats nobiliaires et qu'il importe de « désamortir » pour permettre leur circulation ou leur division. D'autre part, il tient à l'immensité choquante pour l'Etat de certains patrimoines fonciers ecclésiastiques, qu'il conviendrait d'aliéner par une procédure plus expéditive que le désamortissement. En 1763, Charles III effectue le premier acte de la réforme agraire libérale, en arrêtant l'octroi de nouvelles licences d'amortissement de biens ecclésiastiques et de majorats. Il le poursuit en 1770, avec la confiscation des propriétés des Jésuites expulsés d'Espagne.

Ralentie après la mort de ce monarque, la réforme reprend en 1805, avec la conclusion d'un accord par lequel le Saint-Siège accepte la mise en vente d'une partie du patrimoine de l'Eglise. Suspendues en 1808 par l'invasion française, ces ventes ne dépassent alors pas 15 % de la valeur de ce patrimoine[1]. Après la restau-

1. J. Vicens Vives, *Historia social y economica de España y América*, Barcelone, Ed. Teide, 1959, t. 3, p. 36-38.

ration des Bourbons, en outre, plusieurs lois qui frappent les biens ecclésiastiques sont successivement annulées. Mais la monarchie espagnole rétablie ne peut revenir sur la suppression des droits seigneuriaux opérée par les Cortès de Cadix en 1811. Elle ne peut, davantage, faire longtemps obstacle à la mise en vigueur totale de la loi de 1820 qui abolit le Majorat nobiliaire et s'applique sans restriction à partir de 1841 (après que les privilèges de la *Mesta* eurent été totalement abolis en 1836). De son côté, la vente des domaines de l'Eglise reprend dans le même temps, pour s'arrêter en 1851 et reprendre en 1868-1869 en ce qui concerne les terres acquises par les établissements religieux fondés depuis 1837. Parallèlement, une loi de 1826 abolit les dernières charges d'origine romaine ou médiévale qui pèsent encore sur le terroir et les paysans de la Galice, en mettant officiellement fin à son régime féodal particulier. Enfin, les privilèges territoriaux des communes supprimés dès 1786 sont lentement éteints au cours du XIX^e^ siècle. Décrétée en 1813 par les Cortès de Cadix, la vente aux enchères publiques ou le don gratuit des terres communales ne s'accélèrent vraiment qu'avec la loi de 1855 « pour le désamortissement civil et ecclésiastique », et ne prennent fin qu'en 1907. A ce moment, quelques dizaines seulement de municipalités conservent toujours un domaine foncier.

Le fait que cette extinction légale de l'Ancien Régime agraire ait été interminable et semée de reculs ou d'accidents ne constitue pas son défaut principal. Et pas davantage cet autre fait — général en Europe en dehors de la France — en vertu duquel les terres communales et ecclésiastiques ont seules été vraiment affectées par un désamortissement libéral qui n'a guère touché la grande propriété aristocratique que par l'acte juridique de la suppression du Majorat. Les nobles ayant conservé la faculté de garder leurs domaines ou de les vendre librement, notamment à l'occasion des partages successoraux devenus en principe obligatoires, le transfert de propriété n'a lieu de manière incontestable et massive qu'en ce qui concerne celle de l'Eglise. Qui plus est, le champ de l'appropriation privée s'est élargi aux communaux qui y échappaient jusqu'alors. Mais cet immense changement de titulaires de biens fonciers n'a en rien favorisé l'accès à la petite propriété des journaliers sans terre, ni diminué la concentration foncière. Elle l'a aggravée en privant les paysans faméliques de l'accès aux champs et aux pâtures autrefois communautaires et en mettant ceux-ci sur le marché. Dans ce contexte monétaire, les grands pro-

priétaires, la minorité des paysans enrichis ou les bourgeois avides de respectabilité terrienne étaient seuls capables de l'emporter. D'autant que les journaliers qui se voyaient quelquefois offrir un lot gratuit ne savaient qu'en faire individuellement en raison de son exiguïté, y renonçaient donc ou le cédaient à vil prix aux notables dont la faveur pouvait signifier l'octroi plus fréquent d'un travail et d'un modeste salaire.

Les anciens domaines de l'Eglise et des communes passent ainsi en un tournemain à de nouveaux détenteurs quelque peu capitalistes sans qu'aucune division socialement significative ne se produise, tandis que les biens de la noblesse restent l'apanage des grandes familles ou sont cédés sans morcellement préalable aux néo-latifundiaires. En dehors de cette sorte de jeu d'écritures, une seule modification positive s'opère. Mais elle est économique et non pas sociale. Soucieux de rentabiliser leurs acquisitions, les nouveaux grands propriétaires fournissent l'exemple contagieux et heureux d'une exploitation plus intensive de leurs domaines. Les latifundia utilisés comme réserves de chasse ou réservés à un élevage très extensif deviennent beaucoup plus rares pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Par voie de conséquence, la superficie cultivée dans l'ensemble de l'Espagne passe de 12 millions d'hectares en 1833 à 15,5 en 1860 et à 20 millions en 1910. La terre cesse relativement d'être un instrument de prestige et le signe d'une appartenance à l'aristocratie, pour se muer en facteur de production géré de façon rationnelle. Pourtant, si cette évolution encouragée de surcroît par le progrès des transports ferroviaires contribue au redressement du bilan alimentaire du pays et à son expansion économique, elle influe peu sur la situation navrante de la paysannerie. Rendue facile sur les grands domaines, la mécanisation de l'agriculture contrarie l'impact de cette activité plus soutenue sur l'emploi de la main-d'œuvre rurale à peine moins affectée par un chômage toujours généralisé. De plus, le souci de rationalisation conduit les propriétaires à recourir de plus en plus à un mode d'exploitation direct, à évincer leurs fermiers ou métayers. Le nombre des petits tenanciers se réduit plus encore. Ainsi dans la province de Séville, éminemment touchée par les réformes du désamortissement, où l'effectif de ceux-ci régresse de 6 000 à 460 au cours des années 1850[1].

1. F. Chevalier, *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF, 1977, p. 290.

Dans ces conditions, la sortie de l'Ancien Régime ne représente, en ce qui a trait à la situation des communautés rurales largement majoritaires, qu'un changement de nom et d'habit des possesseurs de la terre dont elles sont privées, et qu'une frustration accrue par le contraste existant entre leur misère maintenue et la prospérité de domaines qui leur apparaissent comme un paradis à la fois proche et inaccessible. Frustration qui, d'une autre manière, imprègne aussi les paysans des zones de très petite tenure traditionnelle du nord de l'Espagne, où les propriétaires persistent de même sous un nom souvent moins aristocratique et où, surtout, les fermages renchérissent à la mesure de l'élan capitaliste. Beaucoup, dans les régions latifundiaires comme dans les terroirs minifundiaires aux parcelles infimes, se prennent un temps — celui d'une mémoire d'homme — à regretter les anciens seigneurs ou les bienveillants maîtres des domaines de l'Eglise.

Tel est le problème agraire dont hérite la société espagnole du XX[e] siècle. Des 22 400 000 ha cadastrés en 1930[1], 7 500 000 reviennent à des domaines de 250 ha au moins qui, détenus par à peine plus d'un propriétaire sur 1 000, occupent pourtant le tiers de la surface cadastrale. A l'inverse, les petits paysans disposant de moins de 10 ha forment 98 % du nombre des propriétaires mais n'occupent que 36 % de cette superficie, tandis que les agriculteurs moyens détenant de 10 à 250 ha, qui ne représentent que 1,8 % de l'effectif des propriétaires terriens, contrôlent 31 % de l'ensemble cadastré. De plus, il s'agit là de moyennes nationales masquant de fortes disparités régionales. Dans les cinq provinces de l'Andalousie latinfundiaire[2], par exemple, les domaines d'au moins 250 ha ne comptent que pour 0,45 % dans le nombre des propriétés mais recouvrent 42 % de la superficie cadastrale. Dans le même temps, les unités de moins de 5 ha n'occupent que 15 % de ce terroir alors que leurs détenteurs entrent pour 80 % dans l'effectif des propriétaires. Dans cette région occidentale de l'Andalousie, les 486 propriétaires de plus de 1 000 ha possèdent une extension plus vaste que les 793 000 petits propriétaires de moins de 5 ha...

1. P. Carrión, *La latifundios en España*, Madrid, Gráficas reunidas, 1932, p. 51-52.
2. Province de Cadix, Cordoue, Huelva, Jaén et Séville.

Explosion démographique et retard économique

Pourtant, ni l'ampleur de quelques milliers d'immenses domaines, ni la portion congrue des millions d'exploitations minuscules ne caractérisent à elles seules le problème agraire sous sa forme moderne. Pour apparaître comme tel, celui-ci suppose en effet l'intervention de facteurs connexes : l'accroissement démographique du siècle dernier, et le retard économique qui fait que cet excédent de main-d'œuvre reste sans emploi. Or, telle est la situation qui se crée en Espagne de 1830 à 1950 à peu près, où l'explosion de la population des campagnes ne trouve pas dans les villes manufacturières l'exutoire qui permet d'y faire face dans d'autres pays européens. De la sorte, les inégalités agraires de toujours cessent d'apparaître comme l'élément traditionnel des rapports sociaux, pour se transformer en pomme de discorde et en source majeure du conflit qui déchire la société espagnole jusqu'à la Guerre civile.

L'Espagne, qui ne compte que 7 500 000 habitants en 1748, en a 9 300 000 en 1768, 10 500 000 en 1797 et 12 000 000 en 1833. De plus, cette croissance soutient le même rythme par la suite, puisque la population passe de 15 600 000 personnes en 1857 à 16 600 000 en 1877, 18 600 000 en 1900, 23 600 000 en 1930 et 28 400 000 en 1950. Cette cascade de chiffres signifie, d'abord, que la remise en ordre assurée par la dynastie des Bourbons après 1713 favorise pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle la récupération démographique d'un pays que les Habsbourgs avaient laissé exsangue. Elle souligne, ensuite, que cette récupération opérée au départ dans un contexte non touché par le progrès de la médecine et le recul des famines endémiques s'amplifie plus tard en raison même de ces éléments nouveaux. La croissance de la population espagnole ne procède pas d'une hausse de la natalité qui demeure toujours élevée jusqu'en 1930. Elle résulte d'une diminution graduelle de la mortalité, et d'abord de la mortalité infantile qui devient peu à peu moins accablante.

Sauf la France, où le ralentissement de la natalité se dessine dès le XVIII^e siècle, tous les pays européens ont connu ce mécanisme qui induit l'augmentation soudaine de leurs populations après 1800. Mais tous ne l'enregistrent pas de la même

façon ni pendant la même durée. Dans l'Europe du Nord-Ouest, le comportement nataliste des paysans subit assez vite le contrecoup de l'industrialisation qui déplace les ruraux vers les villes et qui modifie leurs mœurs. En peu de décennies, la natalité y régresse à un niveau qui atténue les effets du recul simultané de la mortalité. En Espagne comme dans les autres pays méditerranéens, en revanche, la vieille prédisposition nataliste ne se trouve pas affectée par un changement industriel demeuré marginal, alors que l'espérance moyenne de vie est pratiquement identique des deux côtés des Pyrénées vers 1800 (27-28 ans en Espagne contre 29 en France)[1]. De la sorte, la diminution du nombre relatif des décès y joue pleinement, consolidant jusqu'aux décennies toutes récentes une expansion démographique ralentie depuis longtemps dans l'Europe industrialisée.

Certes, l'exode rural n'est pas absolument inconnu dans l'Espagne du XIX[e] siècle. Mais en dehors des Basques et des Galiciens accoutumés de longue date à traverser l'Atlantique, les Espagnols isolés pour la plupart dans de petits terroirs fermés sur l'extérieur répugnent à l'émigration vers l'étranger, s'agissant même des pays frères de l'Amérique latine. De leur côté, les zones prospères de la périphérie basque, catalane et valencienne attirent assurément une fraction de l'excédent de population des provinces centrales et méridionales. Mais le transfert demeure insuffisant, même si ces régions périphériques en viennent à concentrer 22,4 % de la population nationale en 1920 contre 21,2 % en 1857 et 18,5 % en 1797[2]. La demande de main-d'œuvre des îlots industriels du Nord n'est pas à la mesure de l'immense faim de travail des millions de demi-chômeurs qui végètent dans le reste du pays. Pour l'essentiel, elle ne mobilise jusqu'à la Guerre civile que des migrants issus des régions elles-mêmes assez septentrionales de la Vieille Castille, de l'Aragon ou du Levant, laissant à leur dénuement les masses de l'Andalousie, de l'Estrémadoure et de la Nouvelle Castille.

Cette faiblesse de l'emploi industriel reflète un retard écono-

1. A. S. Milward, S. B. Saul, *The Economic Development of Continental Europe*, London, G. Allen and Unwin, 1973, p. 124.

2. G. Hermet, *Initiation à l'étude de la société espagnole contemporaine*, Paris, Université de Paris-Sorbonne, 1974, vol. I, p. 43.

mique dont les origines remontent à des orientations prises dès avant la découverte du Nouveau Monde. D'abord à celles qui tiennent au privilège accordé à l'élevage extensif au détriment des cultures. Plus largement, à une négligence des activités manufacturières dont l'ancienneté est plus grande encore. Au XIII^e siècle déjà, Alphonse le Sage et ses successeurs octroient des facilités aux marchands et aux produits français, wallons, flamands, anglais, génois ou vénitiens. Par là, ils renforcent un équilibre social fondé sur l'abondance des moyens de paiement dont l'Espagne dispose à certains moments, encourageant un état d'esprit qui tend à réserver aux Espagnols les tâches nobles de l'art militaire ou de l'activité pastorale et à réserver aux étrangers le vil soin de pourvoir à leurs nécessités matérielles et d'abord alimentaires.

Naturelle dans le contexte de guerre permanente de la Reconquête sur l'envahisseur musulman, cette tendance anti-économique et martiale se trouve confortée par l'afflux des richesses de l'Amérique et par les ambitions mondialistes des Habsbourgs. Mais elle cesse, à partir du XVI^e siècle, de répondre à l'impératif de situation du pays frontière que l'Espagne reste jusqu'à ce moment, pour la transformer en victime immolée au dessein impérial de souverains qui l'utilisent en tant que vivier humain et que base arrière de leur appareil militaire et administratif. Cette spécialisation dans l'exercice de l'hégémonie politique vaut aux Espagnols l'honneur redoutable d'apparaître solidairement comme une race de seigneurs grands ou petits promise au gouvernement de l'Univers. Mais elle implique, de façon symétrique, que tout soit fait pour contrarier chez eux les évolutions susceptibles d'éroder leur discipline guerrière et leur vocation à l'autorité. En particulier, cette évolution bourgeoise et précapitaliste qui touche l'Espagne comme les autres pays européens à la fin du Moyen Age, engendrant chez elle les troubles révolutionnaires auxquels les empereurs et rois mettent un terme radical en y brisant le noyau de sa bourgeoisie textile et marchande.

De la même manière qu'ils spécialisent la Castille, l'Estrémadoure et l'Andalousie dans les rôles majestueux du commandement et de la guerre, ces monarques confinent les autres portions de leur empire que sont les Pays-Bas, l'Allemagne rhénane et l'Italie du Nord dans les modestes tâches manufacturières ou

financières qui assurent leur présent besogneux et leur avenir conquérant. Ouvrant toutes grandes les portes du sanctuaire castillan aux textiles et marchandises importées de toutes espèces, ils y brisent de façon préméditée un élan économique déjà handicapé par une pression fiscale poussée et par la difficulté des transports dans la péninsule Ibérique. Au-delà, l'entreprise impériale des Habsbourgs s'inscrit dans une logique de domination territoriale directe, qui devient anachronique à l'époque où s'instaure ce qu'Immanuel Wallerstein appelle le nouveau « système de l'économie-monde »[1]. Système où la puissance la plus éminente se fonde désormais sur la supériorité technique productive, commerciale et financière de ses agents économiques plutôt que sur la capacité militaire et l'emprise politique d'un Etat ; en un mot, sur l'avance du noyau capitaliste anglais puis ouest-européen plutôt que sur la force brute dont usaient jusqu'alors les souverains territoriaux pour élargir l'aire de leur pouvoir. En dépit des montagnes d'or qu'il dilapide pendant un temps, l'Empire austro-espagnol n'est plus au goût du jour et ne peut surmonter le défi des bourgeoisies nordiques. Plus gravement encore, il sape l'avenir de la bourgeoisie espagnole et prive par avance l'Espagne des atouts de sa modernisation économique. Dans ce cheminement désastreux, tout au plus concède-t-il certaines franchises économiques aux provinces éloignées du cœur de la Castille que sont le Pays basque et la Catalogne, dont l'essor matériel et social se trouve de ce fait moins contrecarré que celui du reste du pays[2].

Le poids de cette logique régressive est tel que les mesures qui s'efforcent d'y porter remède se révèlent longtemps sans effet. Il ne sert presque de rien d'appliquer en Espagne la bulle papale de 1622, qui lève l'interdit opposé jusqu'alors aux nobles de participer aux grandes affaires commerciales. Car l'esprit qui y prévaut désormais est celui d'une contre-réforme catholique qui parfait le contrôle idéologique de l'Etat mais réprouve l'initiative économique. Déjà avides de prébendes administratives ou de terres américaines, les aristocrates espagnols se trouvent confortés dans leur ignorance ou leur mépris du profit capita-

1. Voir I. Wallerstein, *The Modern World System*, New York, Academic Press, 1974.
2. Jusqu'en 1836, la frontière douanière de l'Espagne se situe au sud du Pays basque.

liste. Plus tard, les réformes à la française des Bourbons d'Espagne ne sont guère plus décisives. Octroyant d'abord le monopole du commerce colonial à des compagnies à chartes, ils n'assurent pas pour autant le succès d'une politique mercantiliste rejetée deux siècles plus tôt par Charles Quint. L'industrie espagnole ne suit pas, et la plus grande partie des marchandises — étrangères — circule en fraude. Levant ensuite les monopoles commerciaux et les privilèges industriels, autorisant aussi la petite industrie locale, ces souverains modernistes n'obtiennent de même que des résultats limités. Les exportations vers l'Amérique espagnole se développent au point de fournir 50 % de ses achats en 1789, contre 12 % en 1700. Mais la flotte marchande stagne, puisqu'elle ne se classe alors qu'au sixième rang mondial[1]. Plus généralement, le mouvement industriel dépend d'une nouvelle catégorie d'immigrants étrangers, artisans ou experts en « arts mécaniques » ; et il se localise dans les régions relativement épargnées par le marasme des siècles précédents du Pays basque et de la Catalogne. Dans cette dernière province en particulier, l'essor d'une industrie textile comparable en taille à son homologue française étonne le voyageur anglais Arthur Young, lui faisant écrire que la prospérité catalane est sans équivalent de l'autre côté des Pyrénées[2]. Ailleurs, en revanche, le progrès technologique et industriel demeure au stade expérimental ou à l'état d'échantillon. Ainsi dans le cas des arsenaux et des collèges qui ne servent que des besoins militaires. Egalement, dans celui des manufactures d'Etat non rentables, fabriques de tapis ou de soieries fondées sur de nouveaux procédés qui ne stimulent pas d'imitateurs. Dans ces conditions, l'introduction en 1788 d'une machine à vapeur en Catalogne prend figure d'extravagance dans le reste du pays. De la même façon, la promulgation de l'ordonnance de 1783 qui déclare toutes les professions « honnêtes » et justiciables d'un brevet d'anoblissement ne fait pas beaucoup plus que la bulle papale de 1622 pour la diffusion de la mentalité d'entrepreneur capitaliste en Espagne. Publiée dès 1794 en espagnol, *La richesse des nations* d'Adam Smith y rencontre peu d'adeptes. Assez peu nombreux et périphériques

1. A. B. Milward, S. B. Saul, *op. cit.*, p. 104.

2. La fabrication des indiennes s'introduit en Catalogne dès 1738. Le métier mécanique *Mule Jenny* y apparaît en 1788.

dans tous les sens du terme, les Espagnols éclairés lui préfèrent les philosophes français qui traitent moins d'économie...

Par la suite, les contrecoups de l'effervescence révolutionnaire et les guerres napoléoniennes bloquent ce processus d'industrialisation élémentaire pendant quatre décennies. L'invasion française laisse l'Espagne ruinée, au moment où elle perd de surcroît ses colonies d'Amérique. De plus, cette invasion entraîne une autre conséquence plus perverse. Elle déconsidère l'élite libérale et soucieuse de régénération économique, qui s'est rangée en bonne partie du côté des envahisseurs en qui elle voyait non sans raison des alliés de son dessein modernisateur. Ces *afrancesados* manquent à l'appel après 1815, et il faut attendre les années 1840 pour que les timides prémices de la révolution industrielle se redessinent dans la Péninsule. Trois facteurs y contribuent : d'une part, la dynamique de remise en culture des terres qui accompagne le désamortissement et crée un certain besoin de moyens de transport et de biens d'équipement ; d'autre part, l'intervention des banquiers étrangers, en particulier français, qui répondent à ce besoin en investissant dans la construction de voies ferrées ; enfin, l'orientation d'autres capitaux étrangers ou nationaux vers l'exploitation minière.

En 1846, la première ligne ferroviaire espagnole couvre 28 km. En 1855, le réseau ferré atteint 477 km. Il en compte 1 918 en 1860, puis saute d'un coup à 4 831 km en 1865, pour se stabiliser aux alentours de 10 000 km après 1890[1]. Mais la course est si effrénée qu'elle dépasse les nécessités du trafic. En dépit des malversations des concessionnaires, les chemins de fer espagnols représentent pour eux une mauvaise affaire. L'activité économique ne suit pas l'offre de transport. L'exploitation des mines, dont les produits non transformés sur place sont en général évacués par voie maritime, crée des enclaves semi-coloniales dont l'effet multiplicateur est nul en Espagne. De son côté, l'investissement industriel proprement dit est soit découragé par l'expérience négative des compagnies ferroviaires en ce qui concerne les capitaux étrangers, soit freiné par l'exiguïté des

1. Ces chiffres, de même que les autres données statistiques concernant le mouvement économique de l'Espagne au XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ siècle, sont tirés de : J. Nadal, *El fracaso de la revolución industrial en España*, Barcelone, Ed. Ariel, p. 158-242 ; C. M. Cipolla, ed., *The Fontana Economic History of Europe. The Industrial Revolution* (s.l.), Collins-Fontana Books, 1973, p. 460-468.

débouchés intérieurs et l'étroitesse du marché financier local dans le cas des capitaux nationaux. D'où le maintien de l'avantage industriel relatif de la Catalogne et du Pays basque, où ces deux stimulants sont moins mesurés.

Dans ces conditions, la hausse de la production sidérurgique ne doit pas faire illusion. Passant d'une moyenne annuelle de 45 000 t de lingots de fer en 1861-1865 à 131 000 t au cours des années 1880-1885, et à un peu plus de 400 000 en 1913, celle-ci reste vingt fois moins importante que la production française. De leur côté, les industries de transformation font pratiquement défaut, en dehors de l'industrie textile qui connaît seule une expansion assez spectaculaire. Rien qu'en Catalogne, la consommation de coton s'élève d'une moyenne annuelle de 1 424 t (contre 48 535 en Grande-Bretagne) en 1816-1820, à 40 732 t (contre 628 236 en Grande-Bretagne) en 1879-1883 et à 79 721 t (contre 877 081 en Grande-Bretagne) en 1909-1913.

Parallèlement, le poids de filés de coton disponible par habitant s'élève peu à peu à un niveau « européen », pour atteindre 5,83 livres anglaises en 1882-1883, contre 41,8 livres en Grande-Bretagne, 17,35 en Suisse, 11,1 en Belgique, 7,11 en Allemagne, 6,62 en France, 3,31 en Italie et 1,62 au Portugal. Mais cette expansion des cotonnades catalanes signifie au fond que l'Espagne stagne dans la phase textile de sa révolution industrielle, qu'elle réalise avec retard ce que l'Angleterre et la France ont accompli un siècle plus tôt, qu'elle a échoué, en revanche, dans la mise en œuvre de la seconde phase — sidérurgique et mécanique — de cette révolution. En 1896, la puissance totale des machines dont dispose l'industrie espagnole n'est que de 1 180 000 chevaux-vapeur. Elle se monte alors à 13 700 000 chevaux en Grande-Bretagne, 8 080 000 en Allemagne, 5 920 000 en France, 3 100 000 en Russie et 1 520 000 en Italie.

En définitive, la révolution industrielle de l'Espagne ne s'accélère vraiment qu'au début du siècle présent et pour un temps trop court. Car, si la perte de Cuba favorise après 1898 un rapatriement de capitaux qui alimentent un nouveau réseau bancaire enfin efficace et entreprenant, et si la Première Guerre mondiale favorise un regain passager des exportations de produits manufacturés, cet essor industriel tardif se trouve vite contrarié par la crise de 1929 et les difficultés politiques

des années 1930. De ce fait, l'Espagne demeure un pays éminemment agricole à la veille de la Guerre civile. En 1930, le secteur secondaire ou industriel n'y emploie encore que 20 % de la population active, et le secteur tertiaire ou des services 20 % également. Par voie de conséquence, le secteur primaire agricole et minier « sous-emploie » toujours près de 60 % des personnes « actives ». En 1841, les travailleurs agricoles ne représentaient déjà plus que 26 % de la main-d'œuvre en Grande-Bretagne. En France, ils n'en constituaient plus que 54 % en 1856. En Italie, il faut remonter à 1871 pour retrouver à cet égard une situation homologue de celle de l'Espagne de 1930, avec 64 % de travailleurs employés dans l'agriculture... En plein XX[e] siècle, la fatalité agraire reste le problème majeur de la société espagnole.

Une société fragmentée et rebelle aux-valeurs modernes : les religions traditionaliste et anarchiste contre le libéralisme

Bien qu'elle soit l'une des clés de lecture du substrat historique de l'Espagne, la prise en compte de la dimension socio-économique marquée par la persistance de la question agraire et par l'échec industriel antérieur à 1960 n'épuise pas le recensement des pesanteurs multiples qui y ont obéré la modernisation sociale et politique. Ces pesanteurs léguées par un Ancien Régime interminablement sous-jacent relèvent aussi de facteurs religieux, idéologiques et sociaux.

En dehors de l'Espagne, peut-être seuls les hispanistes savent-ils que ce pays dont Stuart Mill jugeait les habitants « proches des Orientaux »[1] a, en réalité, défriché avant l'Angleterre la voie qui mène au parlementarisme et au gouvernement représentatif. Mais l'Espagne s'est arrêtée en chemin...

La société médiévale espagnole apparaît égalitaire au regard du modèle hiérarchisé et cloisonné qui prévaut dans la plus grande partie de l'Europe. La longue aventure belliqueuse de la

1. J. Stuart Mill, *Considerations on Representative Government*, South Bend, Gateway ed., 1962, p. 66.

Reconquête et la colonisation libre y favorisent l'ascension de « chevaliers vilains » qui grossissent une noblesse beaucoup plus nombreuse et perméable qu'ailleurs, au point qu'elle englobe bientôt près d'un huitième de la population (contre 1 à 3 % dans la plupart des autres régions de l'Europe). Ce contexte de liberté aventurière facilite aussi la multiplication des bourgs francs qui se gouvernent eux-mêmes en échange de tributs. Plus généralement, il induit le style plus ouvert des relations sociales en Espagne, aussi bien dans la noblesse qui refuse toujours le rôle de valetaille titrée qu'elle accepte en France que dans la bourgeoisie pourtant assez indigente et dans le peuple plus misérable encore.

Dès le XII^e ou le XIII^e siècle, les bourgs castillans pratiquent dans ce contexte une sorte de proto-démocratie de notables, avec leurs maires, leurs procureurs et leurs *regidores* élus — pour un an en général — par les membres d'un conseil issu lui-même de la communauté des *paredanos* (en somme les électeurs reconnus). Dans le même temps, le roi de Léon Alphonse IX octroie dès 1188 la première *Carta Magna* ibérique qui, reconnaissant les droits de l'aristocratie laïque ou cléricale et du peuple des bourgs, limite parallèlement les droits du souverain à leur égard. Cette charte, qui anticipe sur celle que les barons anglais arrachent à Jean sans Terre en 1225, débouche sur le système des Cortès. Système qui renforce les privilèges des communautés castillanes face à la noblesse, dans le cadre d'assemblées apparentées plus à la Chambre des communes britannique qu'aux Etats généraux français ou aux Diètes allemandes. En effet, la Charte de 1188 permet aux bourgs de se liguer par des « pactes fraternels » face aux nobles et au roi, y compris militairement lorsqu'il s'agit de s'opposer aux exactions de l'ost du souverain ou au brigandage seigneurial. Elle oblige aussi les monarques à dépendre des Cortès et des bourgs ligués lorsqu'ils recherchent l'alliance du peuple dans leurs conflits avec l'aristocratie. C'est dans ce cadre que ces assemblées consentent ou non l'impôt et définissent des normes obligatoires. En 1297 et 1313, elles imposent même au souverain d'admettre une vingtaine de leurs membres en son conseil, avec le droit permanent de surveiller l'emploi des deniers publics et le contenu des ordonnances royales dans l'intervalle de leurs réunions très espacées. En outre, les Cortès de 1295 et 1317 s'arrogent la faculté de légifé-

rer en matière judiciaire, prescrivant que nul ne peut être condamné à mort ou privé de ses biens sans procès régulier et que le Trésor royal est tenu de rembourser les sommes indûment perçues.

Toutefois, le pouvoir central se durcit à partir du XIV^e^ siècle et revient au XV^e^ sur les concessions consenties aux Cortès. En 1420, Jean II recouvre des impôts nouveaux sans leur accord. Henri IV et Isabelle la Catholique font de même en 1469 et de 1480 à 1498. Plus généralement, la monarchie absolutiste qui naît s'effraie de l'attitude frondeuse des villes et des bourgs. Elle renonce à s'appuyer sur le peuple contre la noblesse pour retenir au contraire la stratégie inverse. Elle abandonne un concept de l'autorité fondé en partie sur le consentement des sujets, pour restaurer dans son intégrité celui du droit divin d'un souverain soutenu seulement par ses pairs, les autres Grands d'Espagne. Dans cette perspective, Charles Quint élimine définitivement la puissance des Cortès de Castille après le soulèvement des *Comuneros* de 1520-1521. Il multiplie dès lors les conseils spécialisés — Conseil des finances, Conseil de la guerre, Conseil d'Etat — qui représentent l'amorce de la première administration moderne mais qui, formés de fonctionnaires nommés, n'ont plus rien à voir avec les assemblées représentatives.

La monarchie absolue espagnole ne préfigure pourtant qu'assez peu son homologue française. En effet, alors que l'absolutisme français reflète une conception gallicane de l'utilisation d'un pouvoir religieux qu'il ne privilégie pas comme instrument de sa domination, celui de l'Espagne repose au contraire sur l'option inverse. En Espagne, l'absolutisme royal prétend bien plus qu'en France remodeler la société pour en extraire les velléités libertaires et bourgeoises qui ont débouché sur la révolte difficilement matée des *Comuneros*. Et, dans cette perspective quasiment prétotalitaire de formation d'un ensemble social homogène et discipliné, il choisit par une sorte de prescience des despotismes du XX^e^ siècle l'arme d'un monopole idéologique qui ne peut être que religieux à l'époque. L'absolutisme espagnol repose donc au premier chef sur la puissance d'un catholicisme qui, dans son environnement propre, doit être forcément celui de l'orthodoxie pure de la Contre-Réforme. Plus encore, l'Etat espagnol va se transformer en bras armé de cette Contre-

Photographies Catherine Caron

L'Espagne du XX[e] siècle présente deux visages. D'abord celui d'une modernisation économique, sociale et politique manquée jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, qui s'est traduite longtemps par une sorte d'inaptitude au jeu démocratique qui a débouché sur la guerre civile et la dictature du général Franco. Mais, ensuite, vient l'autre visage que l'Espagne offre d'elle-même à partir de 1960. Soit celui, exactement inverse, d'un pays qui réussit d'un coup son entrée dans l'Europe industrielle en même temps qu'il fonde en peu d'années sa démocratie. Cet ouvrage éclairant analyse les composantes de ces deux phases de l'histoire récente de l'Espagne, de 1876 à 1992.

3 7531 00095375 3
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Collection
Premier
Cycle

118 FF 22408903 / 11 / 92

9 782130 450917

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

Couverture :
Conception graphique – Coraline Mas-Prévost
Programme de génération – Louis Eveillard
Typographie – Linux Libertine, Licence OFL

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia
– Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit –
dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.